

Raková, Zuzana

Séjours des élèves et des étudiants tchèques dans les établissements scolaires en france

In: Raková, Zuzana. *Francophonie de la population tchèque 1848-2008*. Vyd. 1. Brno: Masarykova univerzita, 2011, pp. 105-115

ISBN 9788021055193

Stable URL (handle): <https://hdl.handle.net/11222.digilib/124212>

Access Date: 23. 02. 2024

Version: 20220831

Terms of use: Digital Library of the Faculty of Arts, Masaryk University provides access to digitized documents strictly for personal use, unless otherwise specified.

SÉJOURS DES ÉLÈVES ET DES ÉTUDIANTS TCHÈQUES DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES EN FRANCE

1. Collèges et lycées : sections tchécoslovaques et tchèques

La fondation des sections est étroitement liée à la naissance de l'État tchécoslovaque en octobre 1918. La jeune République s'efforça de nouer la collaboration internationale avec plusieurs pays et c'est avec la France qu'elle entretenait des relations privilégiées dans plusieurs domaines dont le domaine culturel et scolaire.

Le climat politiquement favorable à une telle collaboration franco-tchécoslovaque a permis la création des sections tchécoslovaques auprès de trois lycées en France. L'initiative en revenait tant au côté tchèque qu'au côté français.¹ En avril 1919, dans le cadre de la délégation tchécoslovaque à la conférence de Paix, un professeur de français qui allait bientôt devenir haut fonctionnaire au Ministère de l'Instruction publique partit pour Paris. Ce fut Ferdinand Špíšek (1877–1970), chargé par le Ministère d'élaborer un régime des rapports culturels et scolaires avec la France. À Paris il noua des liens avec les cercles décisifs pour la réalisations de sa mission, surtout grâce à ses amis Ernest Denis (1849–1921) et Louis Eisenmann (1869–1937). Les rapports scolaires et culturels furent basés avant tout sur les fondements solides de deux institutions qui existent encore aujourd'hui : de l'Institut des Études slaves à Paris et de l'Institut Français à Prague. Špíšek comme professeur du secondaire se rendait bien compte de l'insuffisance de la préparation linguistique dans l'enseignement secondaire tchèque et de l'importance d'un séjour d'études à l'étranger pour l'apprentissage solide d'une langue.² Pour cette raison, il proposa plus tard la fondation des sections tchécoslovaques auprès de trois lycées en France, en s'inspirant de l'ouverture des sections lycéennes polonaises et norvégiennes en France, à Rouen et à Nancy. Les «sections tchécoslovaques» consistaient en l'envoi de quelques élèves tchécoslovaques du secondaire en France pour trois ans. Ces élèves choisis par un concours étudiaient aux lycées français pendant les trois dernières années jusqu'au baccalauréat, de la Seconde à la Terminale. Ils étaient intégrés parmi les élèves français, étant divisés parmi différentes classes parallèles selon l'option d'études. Ils suivaient ainsi les programmes des lycées français, complétés par des cours supplémentaires de langue, littérature et histoire «tchécoslovaques» dispensés par le professeur

1) HNILICA, Jiří et PETIT, Annie : Histoire des sections tchécoslovaque et tchèque au lycée Alphonse Daudet à Nîmes, Académie de Montpellier et la Ville de Nîmes, Montpellier, 2007.

2) Archives de l'Académie des Sciences de la République tchèque (Prague) : fonds personnels de Ferdinand Špíšek : Mémoires 1950–1965.

tchèque, administrateur de la section. Ce fut un professeur de français du secondaire, détaché par le Ministère tchécoslovaque de l'Instruction publique en vue d'administrer la section lycéenne en France. Ce professeur veillait sur l'état de santé et sur les résultats scolaires des élèves tchécoslovaques, et en tenait au courant le fonctionnaire responsable au Ministère que fut M. Špišek entre 1920 et 1937.

Il s'agissait d'un projet assez courageux pour son époque et pour cela assez critiqué au début. L'enseignement secondaire appartenait traditionnellement au domaine privilégié de l'État national. Certains politiciens et fonctionnaires du Ministère s'inquiétaient que les lycéens perdraient en France leur sentiment national et que leurs connaissances en langue et en histoire «tchécoslovaques» seraient insuffisantes.

L'objectif des sections tchécoslovaques en France fut de permettre aux jeunes élèves doués de passer les trois dernières années de l'école secondaire en France et d'acquérir ainsi la maîtrise parfaite de la langue française ainsi que la connaissance approfondie de la civilisation française. Les lycéens furent choisis par un concours, organisé par le Ministère de l'Instruction publique à Prague. Les critères du choix des sectionnaires étaient les bons résultats scolaires. Pour permettre les études en France aux élèves de tous les milieux sociaux, un système de bourses fut créé. Ces bourses furent données par les gouvernements français et tchécoslovaque, ou les collectivités locales françaises. On attribua à l'élève soit la bourse entière, soit la demi-bourse selon la situation matérielle de la famille. Les élèves les plus riches pouvaient étudier en France à leurs propres frais.

Il faut ajouter que les intérêts politiques de la France se manifestèrent dans la fondation de ces sections. Au début des années vingt, trois bourses données par le gouvernement français à disposition de la section de Dijon furent réservées à des fils d'officiers tchécoslovaques. Jusqu'en 1922, ces trois bourses accordées à de lycéens tchécoslovaques au lycée de Dijon furent payées sur les fonds de propagande alloués à la Mission militaire française en Tchécoslovaquie. La collaboration scolaire franco-tchécoslovaque fut donc très étroitement liée avec la collaboration militaire dans les premières années de l'existence de la Tchécoslovaquie. Ensuite, les deux secteurs s'éloignèrent et petit-à-petit, une partie de la MMF abandonnait la Tchécoslovaquie. Aussi depuis 1922, les bourses accordées à de lycéens tchécoslovaques au lycée de Dijon furent-elles payées sur les crédits des Oeuvres françaises à l'Étranger comme les autres bourses du gouvernement français, et ce par l'intermédiaire de l'Institut d'Études Slaves qui fut chargé d'assurer le paiement des différentes bourses accordées à des élèves tchécoslovaques au lycée de Dijon.³

Le choix de Dijon comme lieu de l'implantation de la première section tchécoslovaque était soutenu par Eisenmann, ancien du lycée Carnot (1877-1886) et directeur de l'Institut des Études Slaves après la mort d'Ernest Denis. Du côté tchèque, Dijon apparaissait comme un lieu convenable non seulement grâce à sa relative proximité de la Tchécoslovaquie mais aussi parce que l'Université de Dijon s'intéressait depuis longtemps aux questions de l'Europe centrale.⁴ Le projet fut soutenu également par

3) CADN, Nantes : fonds de l'Ambassade de France à Prague 1918-1969 : sous-série 1918-1929, carton 24, n° 70 et carton 26, n° 75.

4) Edvard Beneš ainsi que Louis Eisenmann y ont soutenu leurs thèses sur l'Autriche-Hongrie.

Étienne Fournol, député et vice-président de l'Institut des Études slaves à Paris. Fournol arriva en été 1920 à Prague, s'adressa au Ministère de l'Instruction publique et assura F. Špíšek que le gouvernement français soutiendrait la section de Dijon moralement et financièrement.⁵

Une convention a été signée en octobre 1920 et déjà le 24 octobre 1920, les dix-neuf élèves tchécoslovaques accompagnés par le jeune professeur Bohuš Tenora, premier administrateur de la section, sont partis en train pour Dijon. Ils y sont arrivés le 26 octobre, trois semaines après le début des cours. Les responsables du lycées ont créé un programme d'enseignement spécial pour eux jusqu'à la fin du premier trimestre. Pour familiariser ces élèves à la langue française, on leur donnait dix heures spéciales de classes de français par semaine. À partir du 1^{er} janvier 1921, les élèves tchécoslovaques étaient intégrés dans les classes françaises.

La présence tchécoslovaque devenait rapidement presque naturelle et les élèves tchécoslovaques faisaient l'honneur à la jeune République par leurs remarquables résultats scolaires. La plupart des élèves ont poursuivi leurs études en France jusqu'au baccalauréat ; seulement quelques-uns, ne pouvant pas s'adapter au système dur de l'internat, ont décidé de rentrer en Tchécoslovaquie avant la fin des études, le plus souvent après la première année. Il faut signaler que tous les Tchécoslovaques furent élèves internes ; ils dormaient et prenaient leurs repas dans l'internat du lycée et chaque journée fut très strictement réglée, de six heures du matin où on se levait jusqu'au soir. Entre les leçons, ils étudiaient ensemble dans une salle sous le contrôle du répétiteur. Pendant les récréations, ils furent également surveillés. Ils ne quittaient les murs du lycée que pendant deux sorties hebdomadaires, le jeudi et le dimanche. Le manque de liberté personnelle fut donc difficile à supporter pour certains.

À partir des années 1930, un cours intensif de français fut organisé chaque année en septembre à Dijon pour tous les sectionnaires tchécoslovaques, pour faciliter leur acclimatation.⁶ Entre 1920 et 1940, 193 élèves tchécoslovaques sont passés par le lycée Carnot auxquels six professeurs «administrateurs de la section» dispensaient des cours de la langue, la littérature et l'histoire tchèque : Bohuš Tenora, Karel Stibrál, Miloš Sova, Stanislav Lyer, Viktor Kripner et Alois Krušina, ce dernier étant lui-même un ancien de la section entre 1925 et 1928.⁷

Grâce au succès dijonnais, une section de filles fut fondée en 1923 à Saint-Germain-en-Laye, lieu symbolique pour la Tchécoslovaquie grâce à la signature du traité de Paix en 1919, entérinant la fin de l'Empire austro-hongrois. Une centaine de lycéennes tchécoslovaques furent accueillies entre 1923 et 1940, dont la moitié ont terminé les études par le baccalauréat. Les filles s'adaptaient un peu moins bien que les garçons à la vie

5) Archives de l'Académie des Sciences de la République tchèque, fonds personnels de Ferdinand Špíšek : Mémoires 1950-1965.

6) HNILICA, Jiří et PETIT, Annie : Histoire des sections tchécoslovaque et tchèque au lycée Alphonse Daudet à Nîmes, Académie de Montpellier et la Ville de Nîmes, Montpellier, 2007.

7) TRNKA, Jaroslav (red.) : Československá oddělení na lyceích ve Francii. Les sections tchécoslovaques des lycées de France. Prague, 1931, p. 185., et Archives départementales de la Côte d'Or (Dijon) : fonds du Lycée Carnot : Livre d'Entrée et de Sortie des élèves 1910-1940.

au lycée et à l'éloignement de la famille. Et ce malgré que les filles aient vécu au lycée dans les conditions beaucoup plus agréables que les garçons. Tandis que dans l'internat masculin, les élèves manquaient de toute espace privé, dormant dans les dortoirs de 40 personnes sous le contrôle du surveillant, les filles internes possédaient chacune une chambre individuelle.

En 1924, une autre section de garçons fut créée à Nîmes, ville natale d'Ernest Denis. La ville est devenue, après la mort d'E. Denis en 1921, un vrai «lieu de pèlerinage». À Noël, un groupe d'élèves tchécoslovaques de Dijon s'est rendu à Nîmes où ils furent solennellement reçus par le maire qui proposa à l'occasion l'ouverture d'une section semblable à la dijonnaise aussi à Nîmes. Il garantit les meilleurs conditions pour son fonctionnement. En juin 1923, le conseil municipal avec le Conseil Général du Gard votèrent la fondation de 10 bourses. Après les consultations avec l'Institut d'Études Slaves et M. Špišek, on a décidé d'ouvrir la section nîmoise à partir de 1924. Au total, entre 1924 et 1940, 143 lycéens tchécoslovaques y étudièrent, dont 90 % terminèrent leurs études par le baccalauréat. C'est Bohuš Tenora de Dijon qui fut chargé de l'administration de la nouvelle section. En 1935, lorsqu'il partit pour Prague au poste de proviseur du Lycée français, il fut remplacé par Miloš Sova. La section fut très bien accueillie par la société de la ville : un système de correspondants, c'est-à-dire de familles qui recevaient les élèves tchécoslovaques pendant les dimanches et fêtes pour dîner et discuter, y fut fondé. Le système semblable fonctionna également dans les deux autres sections, bien qu'il ne se soit pas tellement généralisé à Dijon comme à Nîmes.

En 1938, malgré les circonstances politiques qui s'aggravaient, le ministère organisa encore le concours pour les bourses, et à la mi-novembre, six semaines après les accords de Munich, le groupe d'élèves tchécoslovaques regagna les lycées français. Mais en juin 1939 les sections en France furent officiellement supprimées à Prague. Les membres des sections furent invités à rentrer au plus vite dans le Protectorat. Malgré cela, certains ont choisi de rester en France. Ce sont surtout des villes respectives en France qui ont pris en charge les sections qui ont pu ainsi continuer à fonctionner jusqu'au printemps 1940. Les professeurs administrateurs furent payés pendant ces quelques mois par le Ministère français des Affaires étrangères. C'est en avril 1940 que les derniers Tchécoslovaques ont passé prématurément leur baccalauréat. Avec l'entrée en guerre de la France, la plupart d'entre eux se sont engagés et allaient faire partie des légionnaires tchécoslovaques réunis dans le camp à Agde. Plusieurs d'entre eux trouvèrent la mort au front, dont Ivan Španiel de la section nîmoise, fils de l'auteur du monument d'E. Denis à Nîmes ; il décéda en août 1944 en Alsace, où il combattit comme lieutenant de l'armée du général Leclerc. M. Sova, administrateur de la section nîmoise, partit en 1940 en Angleterre où il occupa un poste au Ministère de l'Instruction du gouvernement tchécoslovaque en exil.⁸

Entre 1920 et 1940, 500 lycéens environ passèrent par les trois sections. Ajoutons qu'à part ces «sections» lycéennes, il y avait une autre possibilité d'études en France pour

8) HNILICA, Jiří et PETIT, Annie : Histoire des sections tchécoslovaque et tchèque au lycée Alphonse Daudet à Nîmes, Académie de Montpellier et la Ville de Nîmes, Montpellier, 2007, et MACEK, Lukáš : La section tchèque du lycée Carnot (1920-2000) - Česká sekce Carnotova lycea, Maison de Bourgogne, Praha, 2001, traduit par Marie Kulíková, p. 16-17.

les jeunes filles tchécoslovaques. Elles pouvaient aller étudier au lycée de jeunes filles d'Angoulême. L'initiative de ce projet revient au député français Géo Gérald, représentant du département charentais dont le chef-lieu est la ville d'Angoulême. M. Gérald présenta pendant sa visite à Prague en septembre 1921 aux fonctionnaires responsables de la municipalité pragoise, qui ont contacté ensuite le Ministère de l'Instruction publique, son projet d'échanges d'étudiants entre la ville d'Angoulême et la Tchécoslovaquie. La proposition de la municipalité d'Angoulême comptait avec la création d'une section tchécoslovaque auprès du lycée de jeunes filles d'Angoulême, sur le modèle de la section de garçons à Dijon. Le projet de la section tchécoslovaque d'Angoulême échoua à cause du refus du Ministère de l'Instruction publique : ses représentants opinèrent que la création de la section à Angoulême n'était pas possible à cause de l'incompatibilité des programmes scolaires. Le lycée de jeunes filles d'Angoulême était de six ans et les lycéennes tchécoslovaques qui y auraient étudié ne pourraient pas poursuivre leurs études à l'Université sans avoir passé les examens complémentaires. Mais comme les bourses – du gouvernement français et des collectivités locales françaises – ont été déjà prêtes, on décida d'envoyer à Angoulême dix filles tchécoslovaques en 1922–1923 pour une seule année seulement : cette année passée en France n'était pas comptée dans la scolarité tchécoslovaque. Le système des bourses d'un an continua jusqu'en 1939, à ce que nous savons. Seulement à partir de 1923–1924, leur nombre fut réduit à huit et en 1934–1935 à six. Les lycéennes tchécoslovaques devaient surtout améliorer leur français – elles ne suivaient que certaines matières à ce but – et leur séjour à Angoulême fut sanctionné par l'obtention du Certificat d'Études françaises.

Après la fermeture des trois sections pendant la Seconde guerre mondiale, des négociations sur le renouvellement des sections commencèrent en avril 1945 entre les responsables français et les représentants du gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres. L'un des membres de la délégation tchécoslovaque était Miloš Sova, ancien administrateur des sections de Dijon et de Nîmes, et alors chef d'une section au ministère de l'Instruction publique à Londres. Le 10 décembre 1945 fut signé le Protocole additionnel à la Déclaration relative aux relations scientifiques, littéraires et scolaires entre la République tchécoslovaque et la France de 1923, qui stipula la réouverture des sections. À Dijon, les Tchécoslovaques revinrent déjà en 1945–1946, tandis que dans les deux autres sections seulement à partir de la rentrée suivante. Cependant, en octobre 1946, les sections de Nîmes et St.-Germain accueillirent les élèves de Seconde et aussi ceux de Première, ces derniers ayant suivi les cours durant l'année précédente à Dijon. En 1947–1948, toutes les sections étaient complètes. Une soixantaine d'élèves tchécoslovaques, répartis parmi les trois sections, étudièrent en France pendant cette brève période, dont seulement une promotion put passer le baccalauréat. Puisque après «le coup de Prague» en février 1948, les autorités tchécoslovaques ont décidé de ne plus envoyer les lycéens en France. Les élèves des classes de Seconde et de Première ont dû retourner en Tchécoslovaquie et terminer leur scolarité dans un établissement secondaire tchécoslovaque.

Ce n'est que dans les années 1960 avec un certain assouplissement du régime communiste en Tchécoslovaquie que l'on put envisager le renouvellement des sections tchécoslovaques en France. La réalisation en fut facilitée aussi par l'accession au poste du

ministre de l'Instruction publique de Čestmír Císař, un ancien de Carnot, qui se rendit à Dijon le 20 mars 1965 lors d'un voyage officiel, pendant lequel il évoqua la possibilité de la reprise de la section. Le 29 juin 1965 l'Accord de coopération scientifique et technique fut signé par les deux gouvernements et à la rentrée 1966, douze élèves tchécoslovaques entrèrent en Seconde du lycée Carnot.

Les élèves venaient de diverses régions de Tchécoslovaquie et avaient été recrutés par un concours très difficile. D'abord, l'inscription fut conditionnée par l'obtention d'excellents résultats scolaires. Après une première épreuve écrite de français au niveau régional, les candidats participaient à un stage linguistique intensif avec contrôle continu, écrit et oral. La sélection finale reposait entre autres sur les progrès accomplis durant le stage. Ce concours fut organisé par le Ministère tchécoslovaque de l'Instruction publique en coopération avec l'Ambassade de France à Prague.

La volonté de continuer cette coopération fut réaffirmée par l'Accord culturel franco-tchécoslovaque du 26 octobre 1967. Cinq promotions comprenant une cinquantaine d'élèves au total passèrent au lycée Carnot de Dijon entre 1966 et 1973. La section tchécoslovaque de filles auprès du lycée Claude Debussy à Saint-Germain-en-Laye fut réouverte en 1967, quatre promotions d'une quarantaine de filles tchécoslovaques y ont passé leur baccalauréat.

La section nîmoise fut renouvelée seulement en 1969 et elle ne put accueillir que deux promotions avec vingt lycéens au total, avant que le gouvernement tchécoslovaque ne décidât de la fermeture des sections en France. Puisque après la répression soviétique du «Printemps de Prague» en 1968, la collaboration se gâta rapidement. En 1971, il n'y eut plus de concours pour recruter en seconde, en mars 1972 la Tchécoslovaquie décida de ne pas renouveler l'accord culturel franco-tchécoslovaque, et finalement, à la rentrée 1973, les Tchécoslovaques ne revinrent plus aux lycées français. L'ambassade tchécoslovaque fit tout simplement savoir qu'elle ne considérait plus utile une coopération scolaire au niveau de l'enseignement secondaire.

Après 1989 la tradition fut renouée de nouveau grâce à l'initiative de Čestmír Císař qui, en décembre 1989, fut nommé ambassadeur en mission spéciale, chargé entre autres de renouer la coopération culturelle et éducative avec la France. Il négocia la réouverture des sections tchèques à Dijon et à Nîmes. Il s'agissait désormais des sections tchèques et non plus tchécoslovaques car depuis la fédéralisation de la Tchécoslovaquie en 1968, l'éducation relevait de la compétence des républiques fédérées.⁹

Dès septembre 1990, le lycée Carnot de Dijon recevait de nouveau chaque année les élèves tchèques, une dizaine par année, ce nombre étant réduit après les premières années fortes. En 1990 fut réouverte aussi la section tchèque du lycée Alphonse Daudet de Nîmes qui commença cependant à recevoir des filles tchèques. Ce changement était dû à la non-réouverture de la section du lycée Claude Debussy de Saint-Germain-en-Laye et au fait que le lycée Carnot de Dijon n'acceptait au début des années 1990 que les garçons tchèques, bien que cette situation allait bientôt changer. La première lycéenne

9) MACEK, Lukáš : La section tchèque du lycée Carnot (1920-2000) – Česká sekce Carnotova lycea, Maison de Bourgogne, Praha, 2001, traduit par Marie Kulíková, p. 16-17.

tchèque arriva au lycée Carnot en 1991, il ne s'agissait d'abord que d'une remplaçante d'un garçon qui avait du mal à s'adapter au système un peu dur des études à Carnot. Aujourd'hui, la section de Dijon est mixte, tandis que la section nîmoise est réservée aux filles. Depuis 1990, plus de 200 lycéens tchèques sont venus étudier dans les sections des lycées français dont un nombre assez élevé issus des lycées bilingues franco-tchèques.

Le concours de recrutement est organisé chaque année au printemps par le Ministère de l'Instruction publique tchèque à Prague. Les candidats doivent avoir, à part les connaissances en français suffisantes, de bons résultats scolaires, au moins 1,8 de moyenne générale à leur bulletin scolaire. Les candidats passent en mars deux épreuves écrites, l'une de français (compréhension écrite suivie d'une rédaction en français), l'autre de mathématique en tchèque. Les meilleurs candidats sont retenus pour passer un entretien de 20 minutes en français devant un jury composé de représentants du Ministère, de l'Ambassade de France à Prague, de la région française partenaire et du proviseur du lycée français d'accueil. Les élèves choisis sont boursiers du Gouvernement français ou des collectivités locales françaises.

Les sectionnaires d'aujourd'hui n'ont plus à craindre la vie dans l'internat français puisque le régime stricte d'autrefois s'est beaucoup assoupli dans les dernières années. Ce n'est plus «mi-couvent, mi-caserne» comme certains lycéens caractérisaient l'internat à Carnot encore au début des années 1990. Les élèves ne dorment plus dans les grands dortoirs mais ont des chambres à trois, les filles au lycée de Nîmes sont logées dans les chambres individuelles. Seulement les leçons durent à la différence des écoles tchèques jusqu'à dix-sept heures de l'après-midi et il y a des leçons même le samedi matin. Mais les lycéens peuvent sortir chaque jours librement après les cours, à condition d'être de retour avant dix-neuf heures; une fois par semaine, ils ont une sortie libre jusqu'à vingt-trois heures, chose inuïe encore dans les années soixante ! Les dimanches, les élèves sont dans les familles des correspondants ou dans l'internat.

Parmi les Tchèques qui passèrent par les bancs du lycée Carnot de Dijon dans l'entre-deux-guerres figuraient plusieurs personnages devenus célèbres dont Václav Černý (1905–1987), l'un des plus éminents Tchèques ayant terminé leurs études à Carnot. Les années dijonnaises furent décisives dans l'orientation professionnelle du jeune Václav Černý, futur romaniste et critique littéraire. Après son retour de France, il s'inscrivit à l'Université Charles à Prague, où il fréquenta les cours de romanistique, bohémistique et littérature comparée, cette dernière étant enseignée par F. X. Šalda. En 1936, Černý s'habilita de littérature comparée chez Šalda et depuis, il enseigna à la chaire de littérature comparée de l'Université Charles jusqu'à 1951, avec l'interruption pendant la guerre qu'il passa comme professeur de français dans une école technique de Prague. En 1945, il fut emprisonné pendant quelques mois pour son engagement dans la résistance contre les nazis. Après 1951, il a dû quitter la Faculté, fut de nouveau emprisonné pendant quelques mois en 1953, et après avoir été libéré il travailla dans l'Académie des Sciences, avec un bref retour à la Faculté des Lettres à la fin des années soixante.¹⁰

10) ČERNÝ, Václav : Paměti I 1921–1938, Atlantis, Brno, 1994, p. 9–23, 28–29, 32–38, 70–72 et ČERNÝ, Václav : Paměti IV, Sixty-Eight Publishers, Toronto, 1983, p. 447–540.

Jiří Voskovec (1905–1981) s’est fait remarquer autant que son condisciple Černý, les deux étant de la promotion 1921–1924. Voskovec avait des ancêtres français. Sa grand-mère maternelle et son arrière-grand-mère maternelle furent Françaises. Sa mère Jiřina Vaksmanová, née Pinkasová, était fille du peintre Soběslav Pinkas, fondateur de l’Alliance française de Prague (1886). Jiřina était bilingue franco-tchèque et elle apprenait le français à ses enfants : seulement le petit Georges s’y refusait et ce n’est qu’avant le départ pour Dijon en 1921 qu’il a accepté de «prendre les cours de français» auprès de sa mère.¹¹

Raoul Schráníl (1910–1998) est devenu acteur populaire de cinéma dans les années trente et quarante. Parmi les Tchécoslovaques des années trente, Čestmír Císař (1920) s’est fait plus tard remarquer comme journaliste et homme politique, et Jaromír Tláskal (1921) comme professeur universitaire du français et coauteur d’une grammaire excellente de la langue française et de manuels du français.

Pendant la réouverture de la section dijonnaise au tournant des années 1960–1970, ce sont par exemple futur écrivain Václav Jamek (1966–1969), actuel professeur universitaire en romanistique de l’Université Masaryk de Brno Petr Kyloušek (1968–1971) ou réalisateur de films Zdeněk Troška (1970–1973) qui y ont étudié.

De la génération la plus jeune des Tchèques dijonnais, mentionnons Jiří Votava, fonctionnaire à l’Ambassade de France à Prague, ou Lukáš Macek, actuellement directeur de l’antenne dijonnaise des Sciences Po de Paris, les deux de la première moitié des années 1990.

Parmi les Nîmois connus, citons à titre d’exemple Radko Břach (1947–1948), historien de l’époque de l’entre-deux-guerres spécialisé sur les rapports franco-tchécoslovaques, Adolf Kroupa (1926–1929) qui traduisit la poésie française moderne, ou Václav Vlasák (1947–1948) qui dirigea longtemps la chaire de langue française à l’Université Charles de Prague.

Quant aux anciennes lycéennes tchèques et slovaques de Saint-Germain-en-Laye, nombreuses sont celles qui se consacrèrent par la suite à la diffusion de la langue et la culture françaises en Tchécoslovaquie. Plusieurs d’entre elles enseignent aujourd’hui le français aux universités tchèques et slovaques, travaillent comme traductrices-interprètes du français en tchèque ou en slovaque.

Viera Budovičová, née Szomolányiová (1929), de la promotion 1946–1948 du lycée de Saint-Germain, étudia en 1948–1952 le français et la philosophie à la Faculté des Lettres de l’Université slovaque de Bratislava. En 1952–1963 elle travailla à l’Institut linguistique de L’udovít Štúr de l’Académie slovaque des Sciences, ensuite elle enseigna jusqu’à 1993 au département de la langue tchèque et slovaque de la Faculté des Lettres de l’Université Charles de Prague. Entre 1989–1992 elle fut lecteur de tchèque à l’Université de Bordeaux.

Vlasta Dufková (1951) fut rédactrice, aujourd’hui elle enseigne à la Faculté des Lettres de l’Université Charles de Prague. Elle traduit du français et du portugais.

11) BOROVIČKOVÁ, Adriena : Voskovec & Wachsmanni. Z rodinné kroniky a dopisů. Nakladatelství lidové noviny, Praha, 1996, p. 13–21 et SCHONBERG, Michal : Rozhovory s Voskovecem, Brána, Praha, 2005, p. 9–13, 27–28, 41–45, 70.

Anna Beniaková de la promotion 1967–1970 enseigne le français à Faculté des Lettres de l'Université de Bratislava, traduit du français en slovaque pour le Service de coopération culturelle de l'Ambassade de France en Slovaquie et dirige l'Institut français à Bratislava. Jana Pavlisková de la même promotion enseigne la linguistique française au département des études romanes de la Faculté des Lettres de l'Université d'Ostrava. Eva Kalfiřtová, également une ancienne du lycée de Saint-Germain de 1967–1970, enseigne au département de la langue et la littérature françaises de la Faculté pédagogique de l'Université Charles de Prague, de même que Renata Listíková, une autre lycéenne de Saint-Germain de la promotion de 1968–1971. Janka Priesolová de la promotion 1969–1972 est professeur de français au département des langues romanes de la Faculté des relations internationales des Hautes études économiques de Prague ; elle est coauteur du manuel *Le Français en économie*.

Depuis leur ouverture, les sections lycéennes en France ont derrière eux une tradition de 90 années, bien que avec plusieurs interruptions. Pendant cette période, plus de 900 élèves passèrent par leurs bancs. La plupart d'entre eux estimèrent le temps passé au lycée en France comme une bonne expérience. Grâce au séjour à l'étranger, ils ont appris à s'occuper d'eux-mêmes mais aussi de s'adapter aux conditions un peu difficiles d'études et de vie à l'internat. La connaissance parfaite du français a orienté le choix de profession de certains d'entre eux qui sont devenus professeurs de français, traducteurs ou interprètes, et qui ont contribué à la diffusion de la langue et la culture françaises chez eux. D'autres ont choisis les professions comme le droit, la médecine ou le commerce ; eux aussi ont parfois aidé à nouer une collaboration franco-tchèques dans ces domaines.

C'est pourquoi il est dommage que la plupart des élèves tchèques apprenant le français aux collèges ou aux lycées n'aient aucune information sur l'existence de la possibilité de passer les trois dernières années du lycée en France. La situation est d'autant plus regrettable que l'information sur cette possibilité d'études francophones par excellence manque parfois parmi les élèves des sections bilingues franco-tchèques des lycées, comme le prouvent les résultats d'un récent sondage effectué parmi les étudiants de la philologie française de la Faculté des Lettres de l'Université Palacký d'Olomouc et de la philologie française de la Faculté des Lettres de l'Université Masaryk de Brno. Toutefois, ce sont toujours les lycéens des sections bilingues qui sont les mieux informés et représentent par conséquent un grand pourcentage des candidats aux bourses pour Dijon¹² ou pour Nîmes. Il faudrait sensibiliser les professeurs du français des lycées ordinaires afin qu'ils informent sur cette possibilité d'études les apprenants du français.

12) Ajoutons que le Lycée slave d'Olomouc qui a depuis 1990 sa section bilingue franco-tchèque, s'est jumelé avec le Lycée Carnot de Dijon. C'est grâce à Jiří Látal, professeur de l'Université Palacký d'Olomouc, que le jumelage fut noué. Le professeur Látal était administrateur de la section tchécoslovaque au lycée Carnot dans les années 1969–1972, et il n'a jamais interrompu les contacts avec Dijon. En 1990, assurant la fonction du Président du Conseil de Coordination du Lycée Slave d'Olomouc, il initia la signature de la convention de jumelage entre le Lycée Slave d'Olomouc et le Lycée Carnot de Dijon le 22 octobre 1990, quelques semaines après l'ouverture de la section tchèque à Carnot.

2. Autres séjours d'études (Bourses de l'Alliance française, du Gouvernement français, Socrates-Erasmus)

À part la possibilité d'étudier au lycée en France pendant trois ans, les Tchèques peuvent profiter d'autres séjours d'études en France. Dès la fin du XIX^e siècle, ils pouvaient demander une bourse accordée par l'Alliance française de Prague qui obtenait des subventions de l'Alliance française de Paris. C'est ainsi que Edvard Beneš a obtenu une petite subvention en 1905 afin de pouvoir financer son voyage à Paris où il étudia par la suite.

Après la naissance de l'État tchécoslovaque, un système de bourses gouvernementales réciproques fut mis en oeuvre. Les bourses du gouvernement français furent payées depuis 1920 sur les crédits du Service des Oeuvres françaises à l'Étranger, précisément de sa Section des Écoles.¹³

Aujourd'hui, le gouvernement français accorde différentes sortes de bourses aux étudiants, chercheurs et spécialistes tchèques de tous les domaines. La durée des séjours d'études ou stages financés par ces bourses est en général d'un à plusieurs mois. Entre 1936 et 1999, 721 boursiers tchèques en ont profité. Leur répartition selon les secteurs d'activité montre la volonté du gouvernement français de permettre le séjour en France aux spécialistes des domaines les plus diverses possibles. Cependant, certaines catégories professionnelles sont plus représentées que d'autres : la médecine avec 12,6 % des boursiers, les sciences exactes hors la médecine avec 12 %, les sciences humaines avec 9,4 % (dont 73,5 % appartenant à la philologie), la traduction-interprétation avec 6,2 % et l'enseignement secondaire avec 5,7 % des boursiers. Les philologues, traducteurs-interprètes et professeurs de français du secondaire représentaient ensemble 18,8 % des boursiers. La répartition des bourses entre hommes et femmes fut à peu près égale, avec une légère prédominance de femmes qui totalisaient 51 % des boursiers.

À part les bourses gouvernementales, les Tchèques pouvaient toujours profiter des bourses offertes par l'Alliance française de Prague entre 1918 et 1951 (sauf la période de 1939 et 1945). Après la suppression du réseau des Alliances françaises en Tchécoslovaquie, c'est l'Alliance française de Paris qui offrait les bourses au Ministère tchécoslovaque de l'Éducation nationale à partir de la reprise des relations culturelles franco-tchécoslovaques dans les années soixante. Ces bourses étaient proposées aux Tchèques et aux Slovaques avec l'objectif de leur permettre de participer aux stages de langue française d'été à l'Alliance française de Paris. Le nombre de candidats fut très limité – trois ou

13) Le Service des Oeuvres françaises à l'Étranger, créé en 1920, faisait partie de la Direction des Affaires politiques et commerciales du Ministère des Affaires étrangères français. Cet organisme avait pour fonction l'action culturelle de la France à l'étranger. En 1945, la Direction des Relations culturelles a pris la succession de l'ancien Service des Oeuvres françaises à l'étranger. Le Service de coopération technique fut rattaché dès sa création en septembre 1956 à la Direction qui s'intitula dès lors Direction générale des Affaires culturelles et techniques (DGACT). Le développement de la coopération scientifique avec les pays industrialisés imposa une nouvelle réforme de la Direction générale consacrée en 1969 par la création de la Direction générale des Relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCSST). Aujourd'hui, elle se transforma en Direction générale de la coopération internationale et du développement (la DGCID).

quatre par an – et parfois, les ministères de l'Éducation tchèque et slovaque¹⁴ après 1968 refusaient de collaborer avec l'Ambassade de France à Prague à l'organisation du concours de recrutement. Ainsi, il arrivait dans les années 1970 que les deux ministères de l'Éducation, tchèque et slovaque, ont fait savoir à l'Ambassade de France qu'il n'y avait pas de candidats aux bourses de l'Alliance française de Paris ! Et ce malgré que les candidats aient été nombreux.

Les Tchèques désirant étudier en France aujourd'hui ne se heurtent heureusement plus à de tels obstacles de la part des autorités tchèques. De plus, à part les bourses du gouvernement français, ils peuvent profiter des séjours d'études de longue durée, par exemple dans le cadre du programme Erasmus-Socrates qui favorise des échanges d'étudiants européens, en les dotant des bourses semestrielles ou annuelles.

14) Après la fédéralisation de la Tchécoslovaquie en 1968, il y avait deux ministères de l'Éducation, tchèque et slovaque.

